

## **DÉCLARATION COMMUNE**

### **L'État mexicain fait preuve d'indifférence et de tolérance à l'égard de la violence contre les peuples indigènes du Chiapas**

#### **Des groupes de défenseurs de la ville de Pantelhó protègent leurs familles des agressions du crime organisé**

- **Nous exigeons que justice soit rendue pour Simón Pedro Pérez López**

Nous, individus, collectifs et organisations de la société civile nationale et internationale qui adhèrent à cette déclaration, regrettons profondément l'assassinat de Simón Pedro Pérez López (Simón Pedro), défenseur communautaire des droits humains, catéchiste, et ancien président du conseil d'administration de l'organisation de la société civile Las Abejas de Acteal, membres du Congrès national indigène. Simón Pedro a été assassiné le 5 juillet de cette année dans la capitale municipale de Simojovel, au Chiapas. Cet acte lamentable est le résultat de l'omission, de la permission et de la tolérance des trois niveaux de gouvernement à l'égard des groupes criminels qui opèrent dans différentes municipalités du Chiapas. Nous nous joignons à la demande de justice et tenons l'État mexicain responsable de la violence généralisée dans diverses municipalités de l'État telles que Simojovel, Chenalhó, Chalchihuitán, Aldama, Venustiano Carranza, Chilón, et en particulier dans la municipalité de Pantelhó.

La cause de l'assassinat de Simón Pedro est son travail de défenseur des droits de l'homme dans les communautés, sa lutte pour la paix, sa dénonciation de la violence qui existe au sein des communautés et sa lutte pour la justice. Les membres de Las Abejas de Acteal ont reçu des menaces constantes, ont subi des encerclements, des intimidations et ont été déplacés de leurs lieux de vie pour leur lutte non violente et la construction de l'Autre Justice-Lekil Chapanel. En juin 2015, Manuel López Pérez, qui occupait une fonction religieuse dans sa communauté située dans la municipalité de Pantelhó, a été assassiné. Le bureau du procureur de l'État du Chiapas était au courant de cet événement, mais l'enquête n'a pas progressé et l'affaire reste en totale impunité.

Selon différentes sources, depuis le début de l'année, dans la municipalité de Pantelhó, un groupe criminel associé à la présidence municipale a perpétré l'assassinat de 12 personnes, dont un enfant, une personne disparue, ainsi qu'une femme et un enfant blessés depuis le 12 mars 2021 à ce jour. Il y a également d'innombrables personnes qui ont été déplacées de force, de façon permanente et/ou intermittente, en raison de la peur et du risque de perdre leur vie. Début mai 2021, le groupe criminel est arrivé dans la communauté de San José Buenavista Tercero, municipalité de Pantelhó, a assassiné un homme et a déplacé les habitants de la communauté.

Les points de contrôle, les blocages et les incursions du groupe criminel, accompagné d'éléments de la police municipale et d'État, sont quotidiens. De même, le 6 juin, le jour des élections, des témoignages ont rapporté que des véhicules de la Garde nationale étaient

conduits par des membres de ce groupe. Nous savons que les habitants d'au moins 19 communautés des municipalités de Pantelhó, Simojovel et Chenalhó courent un risque maximal. Des hommes, des femmes, des filles, des garçons, des adolescents et des personnes âgées vivent dans la peur et la terreur en raison des menaces qu'ils ont reçues de personnes liées à la criminalité. La vie de ceux qui dénoncent le crime est en danger.

La documentation dont nous disposons indique la présence d'un groupe criminel dans la municipalité de Pantelhó, qui agit en complicité avec la municipalité, et qui fait partie des structures du pouvoir municipal et est actuellement lié au Parti de la révolution démocratique (PRD) qui gouverne la municipalité.

Le gouvernement de l'État du Chiapas est pleinement conscient de la situation qui prévaut dans cette municipalité, cependant, jusqu'à présent, il n'a pas agi pour protéger la vie, l'intégrité et la sécurité personnelle de la population. Dans plusieurs municipalités, il y a un vide d'autorité, la violence et l'impunité règnent, et le gouvernement réduit cette grave situation à des conflits intercommunautaires qui ne font que dénoter le racisme d'État. Ainsi, l'activité criminelle de groupes criminels de plus en plus clairement liés aux partis politiques et aux fonctionnaires des trois niveaux de gouvernement a permis au pouvoir de ces groupes de s'imposer et d'avoir un contrôle territorial sur la population par la terreur, les assassinats, les disparitions, les vols, les dépossessions, les déplacements forcés et le port d'armes et d'explosifs à l'usage exclusif de l'armée mexicaine.

Le bureau du procureur général de l'État du Chiapas (FGE) est au courant de la situation, car plusieurs habitants de la municipalité de Pantelhó ont déposé des plaintes concernant des actes de violence perpétrés par des groupes criminels et leurs liens avec les autorités de la municipalité. Le bureau du procureur général a fait preuve d'omission et de peu de diligence pour mener à bien les enquêtes et rendre justice aux victimes de cette violence.

Le diocèse de San Cristóbal de Las Casas, dans son travail prophétique, a dénoncé "Nous assistons une fois de plus au Chiapas à la réactivation des forces qui ont muté des paramilitaires au crime organisé allié au narco-gouvernement qui ont envahi notre État pour contrôler la résistance des peuples organisés qui défendent leur autonomie."

Nous disposons d'informations faisant état d'actes d'intimidation, de surveillance et de menaces de la part du groupe criminel à l'encontre de personnes qui ne sont pas restées silencieuses face à cette situation, comme les membres de l'organisation de la société civile de Las Abejas de Acteal, ainsi que les serviteurs de la paroisse de Santa Catarina Pantelhó, qui comprend les communautés de Pantelhó, Simojovel et Chenalhó. Nous craignons pour leur vie, leur intégrité et leur sécurité personnelle. Nous tenons l'État mexicain responsable de toute agression contre eux.

Face au vide de l'État de droit, ainsi qu'à l'inaction du gouvernement fédéral et des États, qui ne respectent pas le mandat constitutionnel de garantir et de protéger les droits de l'homme (tels que la vie, la sécurité et l'intégrité personnelle de la population), des groupes de personnes défendent les filles, les garçons, les femmes et la population. Ces groupes sont appelés Défenseurs du peuple, connus dans la presse sous le nom de "Ciriles", qui ont pris la décision de défendre la vie en affrontant le groupe criminel, comme cela s'est produit les 7 et 8 juillet dans la capitale municipale de Pantelhó. Le groupe criminel a pris du pouvoir pendant environ six ans en s'appuyant sur les pactes avec les gouvernements institutionnels qui leur

garantissent l'impunité, ainsi que sur la complicité et l'omission, qui constituent un acquiescement de la part de l'État, pour perpétrer des violations systématiques des droits de l'homme. Il convient de noter que le mardi 6 juillet, deux engins explosifs artisanaux appartenant au groupe criminel ont été découverts dans la communauté de Nuevo Israelita, qui n'ont pas été désactivés à ce jour.

Les personnes, collectifs et organisations soussignés lancent un appel énergique et demandent aux gouvernements de Rutilio Escandón Cadenas et d'Andrés Manuel López Obrador de mettre fin à cette violence dans les hauts plateaux du Chiapas et d'éviter de nouveaux meurtres, disparitions, blessures et déplacements forcés.

Nous exigeons que l'État mexicain garantisse la vie, l'intégrité et la sécurité personnelle de la population des municipalités de Pantelhó, Simojovel et Chenalhó. De même, nous demandons instamment au gouvernement mexicain de mener une enquête exhaustive, rapide et diligente pour trouver les responsables de l'assassinat de Simón Pedro Pérez López, ainsi que d'enquêter sur les liens entre le groupe criminel et la municipalité de Pantelhó.

### **Personnes, collectifs et organisations signataires**

Jorge Santiago  
José de Jesús Landín García  
Ofelia Medina  
Begoña Lecumberri  
María Reynosa Hernández  
Norma Julia Medina Sandoval  
Ma. Juana Urbina Guerrero  
Ana Cristina Vazquez Carpizo  
Estela Barco  
Elisa Gutiérrez Díaz  
María de Lourdes Toussaint Loera  
María Dolores González Saravia Calderón  
Pedro Gutiérrez Jiménez  
Jesús Landin García  
María Reynosa Hernández  
Blanca Isabel Martínez Bustos  
Rigoverto Albores Serrano  
Bertha Elena Juárez Badillo  
Sasuan Montesquiú  
Pablo Ramírez Obando  
Víctor Hugo López Rodríguez  
Ana de Ita  
Elena Kahn  
Aldo González Rojas  
Juan de la Cruz  
Susana de la Cruz  
Gloria Estela Murúa Valencia  
Federico Anaya Gallardo

Víctor Gutiérrez Torres  
Alicia Calderón Torres, Catalunya (Estado Español)  
Pedro Faro Navarro  
Isabel Recuenco  
Pere Folch  
Juan López  
Jorge Hernández  
Rosa Rodríguez  
Guadalupe Moshan  
Israel Mora  
Dora Roblero  
Carlos Ogaz  
Jorge Gómez  
Jorge López  
Fabiola Zavala  
Adrián García  
Elena Gómez  
Lázaro Sánchez  
Ana Esther Ceceña  
Arturo Carrasco Gómez  
Victórico Gálvez

## **Local**

Centro de Derechos de la Mujer Chiapas, A.C. (CDMCH). Desarrollo Económico y Social de los Mexicanos Indígenas, A.C. (DESMI). Desarrollo Tecnológico y Servicios Comunitarios El Puente, S.C. Espacio de Lucha Contra el Olvido y la Represión (ELCOR). Grupo de trabajo No Estamxs Todxs. Memoria Viva. Promedios de Comunicación Comunitaria A.C. Red de Resistencia y Rebeldía Ajmaq. Salud y Desarrollo Comunitario, A.C. (SADEC). Centrosolidario Tsomanotik A.C. Los Amorosos del Espacio. Centro de Derechos Indígenas A.C. (CEDIAC). Comisión de Apoyo a la Unidad y Reconciliación Comunitaria, A.C. (CORECO). El Rebozo – Cuidado de la vida y los territorios, A.C. Red por la Paz. Diócesis de San Cristóbal de Las Casas. Comité para la Defensa de la Vida Samuel Ruiz García, Chicomuselo, Chiapas. Oxlajuj Q'anil (Colectivo de acompañantes de procesos de sanación desde la Cosmovisión Maya). Consejo General de la Zona Sur en Defensa de los Humedales. La Red Ambiental del Valle de Jovel, Formación y Capacitación, A.C. Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas, A.C. Sección XXI CNTE-SNTE, Comité de Derechos Humanos Fray Pedro Lorenzo de la Nada A.C., Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdoba A.C.

## **Nacional**

Iniciativa Global en Apoyo a los Pueblos Indígenas-México, Espacio de Organizaciones de la Sociedad Civil para la Protección de Personas Defensoras de Derechos Humanos y Periodistas (Espacio OSC), Universidad de la Tierra, Oaxaca. Proyecto sobre Organización, Desarrollo, Educación e Investigación (PODER). Red Nacional de Peritos y Expertos independientes contra la Tortura. Aluna Acompañamiento Psicosocial, A.C. Consorcio Para el Diálogo Parlamentario y Equidad, Oaxaca. Centro Diocesano para los

Derechos Humanos Fray Juan de Larios, A.C. (CDDH FJL). Centro de Derechos Humanos Fray Francisco de Vitoria, O.P. A.C. Servicios y Asesoría para la Paz A.C. (Serapaz). Comisión de Justicia y Paz de la Familia Dominicana en México. Promotoría de Justicia y Paz de los Frailes Dominicos de México. Unión de Organizaciones de la Sierra Juárez Oaxaca, S.C. Centro de Estudios para el Cambio en el Campo Mexicano (Ceccam). Jóvenes ante la Emergencia Nacional. Comité 68 Pro Libertades Democráticas. Guerreros Verdes A.C. Grupo de Acción Comunitaria. Centro Universitario Comunal Ityi Ndyá Ndoó de San Antonio Huixtla, Oaxaca. Colectivo Contra la Tortura y la Impunidad, A.C. Comité de Defensa Integral de Derechos Humanos Gobixha, A.C. Mujeres Para el Diálogo, Servicio Internacional Cristiano de Solidaridad con los Pueblos de América Latina, Oscar A. Romero Sicsal/México, Comité de Solidaridad Mons. Romero, Casa Tochan (Albergue), Movimiento de Solidaridad Nuestra América, Pastoral Social Iglesia Anglicana de México, Servicio Para una Educación Alternativa AC (EDUCA/Oaxaca), Maderas del Pueblo del Sureste, A.C., Comité Nacional Para la Defensa y Conservación de Los Chimalapas. ARTICLE 19; Casa del Migrante Saltillo; Centro Mexicano de Derecho Ambiental (CEMDA); Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan; Centro de Derechos Humanos Zeferino Ladrillero (CDHZL); Centro Nacional de Comunicación Social (Cencos); Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH); Comunicación e Información de la Mujer A.C. (CIMAC); Instituto de Derecho Ambiental A.C. (IDEA); JASS Asociadas por lo Justo; SMRS Calabrinianas, Misión con Migrantes y Refugiados; El Espacio OSC está acompañado por Brigadas Internacionales de Paz (PBI).

**Red Nacional de Organismos Civiles de Derechos Humanos “Todos los Derechos para Todas y Todos” (Red TDT). Conformada por 85 organizaciones en 23 estados de la República mexicana**

Academia Hidalguense de Educación y Derechos Humanos, A.C., (ACADERH) (Pachuca, Hgo.), Agenda LGBT (CDMX), Alianza Sierra Madre A.C. (ASMAC) (Chihuahua, Chih.), ALUNA, Acompañamiento Psicosocial (CDMX), Asistencia Legal por los Derechos Humanos, A.C. (ASILEGAL) (CDMX), Asociación Jalisciense de Apoyo a los Grupos Indígenas A.C. (AJAGI) (Guadalajara, Jalisco), Asociación para la Defensa de los Derechos Ciudadanos “Miguel Hidalgo” (ADDC MIGUEL HIDALGO) (La Misión, Hgo.), Bowerasa, A.C. “Haciendo Camino”. Fundación de Promoción Social de la Sierra Tarahumara (BOWERASA), (Chihuahua, Chih.), Casa del Migrante de Saltillo (CMS) (Saltillo, Coah.), Católicas por el Derecho a Decidir, A.C. (CDD) (CDMX), Centro “Fray Julián Garcés” Derechos Humanos y Desarrollo Local, A.C. (CENTRO FRAY JULIAN) (Tlaxcala, Tlax.), Centro de Apoyo al Trabajador, A.C. (CAT) (CDMX), Centro de Capacitación y Defensa de los Derechos Humanos e Indígenas A.C. (CECADDHI) (Chihuahua, Chih.), Centro de Derechos de la Mujer de Chiapas (CDMCh) (San Cristóbal de las Casas, Chis.), Centro de Derechos Humanos “Fray Francisco de Vitoria O.P.”, A.C. (CDH FRAY VITORIA) (CDMX), Centro de Derechos Humanos “Don Sergio” (CDH DON SERGIO) (Jiutepec, Mor.), Centro de Derechos Humanos “Fray Bartolomé de Las Casas”, A.C. (CDH FRAYBA) (San Cristóbal de las Casas, Chis), Centro de Derechos Humanos “Juan Gerardi”, A.C. (CDH JUAN GERARDI) (Torreón, Coah.), Centro de Derechos Humanos “Miguel Agustín Pro Juárez”, A.C. (CENTRO PRODH) (CDMX), Centro de Derechos Humanos de la Montaña, Tlachinollan A.C. (TLACHINOLLAN) (Tlapa de Comonfort, Gro.), Centro de Derechos Humanos de las Mujeres (CEDEHM) (Chihuahua, Chih.), Centro de Derechos Humanos de los Pueblos del Sur de

Veracruz BetyCariño (CDH BETY CARIÑO) (Tatahuicapan de Juárez, Ver.), Centro de Derechos Humanos Digna Ochoa A.C. (CDH DIGNA OCHOA) (Tonalá, Chis.), Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova, A.C. (CDH FRAY MATIAS) (Tapachula, Chis.), Centro de Derechos Humanos Paso del Norte A.C. (CDH PASO DEL NORTE) (Ciudad Juárez, Chih.), Centro de Derechos Humanos Toaltepeyolo, A.C. (TOALTEPEYOLO) (Orizaba, Ver.), Centro de Derechos Humanos Victoria Diez, A.C. (CDH VICTORIA DIEZ) (León, Gto.), Centro de Derechos Humanos Zeferino Ladrillero (CDH ZL) (Atizapan de Zaragoza, Edo. Méx.), Centro de Derechos Indígenas "Flor y Canto", A.C. (CDI FLOR Y CANTO) (Oaxaca, Oax.), Centro de Derechos Indígenas A.C. (CEDIAC) (Chilón, Chis.), Centro de Estudios Sociales y Culturales Antonio de Montesinos, A.C. (CAM) (CDMX), Centro de Justicia para la Paz y el Desarrollo A.C. (CEPAD) (Guadalajara, Jal.), Centro de los Derechos del Migrante, INC (CDM) (CDMX), Centro de Reflexión y Acción Laboral (CEREAL) (Guadalajara, Jal.), Centro Diocesano para los Derechos Humanos Fray Juan de Larios, A.C. (CDDH FJL) (Saltillo, Coah.), Centro Juvenil Generando Dignidad A.C. (CJGD) (Comalcalco, Tab.), Centro Kalli Luz Marina (CDHM KALLI LUZ MARINA) (Rafael Delgado, Ver.), Centro Mexicano de Derecho Ambiental, A.C. (CEMDA) (CDMX), Centro Mujeres A.C. (CENTRO MUJERES) (La Paz, B.C.S.), Centro Regional de Defensa de Derechos Humanos José María Morelos y Pavón, A.C. (CENTRO MORELOS) (Chilapa de Álvarez, Gro.), Centro Regional de Derechos Humanos "Bartolome Carrasco Briseño", A.C. (BARCADH) (Oaxaca, Oax.), Centro Universitario por la Dignidad y la Justicia Francisco Suárez, SJ, del ITESO (CUJD) (Guadalajara, Jal.), CIC Propuesta Cívica A.C. (CDMX), Ciencia Social Alternativa A.C. (KOOKAY) (Mérida, Yuc.), Ciudadanía Lagunera por los Derechos Humanos, A.C. (CILADHAC) (Torreón, Coah.) Colectivo Contra la Tortura y la Impunidad, A.C. (CCTI) (Acapulco, Gro.-CDMX), Colectivo Educación para la Paz y los Derechos Humanos, A.C. (CEPAZDH) (San Cristóbal de las Casas, Chis.) Comisión Ciudadana de Derechos Humanos del Noroeste, A.C. (CCDHN) (Mexicali, B.C.), Comisión de Derechos Humanos y Laborales del Valle de Tehuacán (CDHLVT) (Tehuacán, Pue.), Comisión de Solidaridad y Defensa de los Derechos Humanos A.C. (COSYDDHAC) (Chihuahua, Chih.), Comisión Regional de Derechos Humanos "Mahatma Gandhi", A.C. (CRDHMG) (San Juan Bautista Tuxtepec, Oax.), Comité Cerezo México (CDMX), Comité Cristiano de Solidaridad Monseñor Romero (CCS MONSEÑOR ROMERO) (CDMX), Comité de Defensa de las Libertades Indígenas Xinich (CDLI XINICH) (Palenque, Chis.), Comité de Defensa Integral de Derechos Humanos Gobixha A.C. (CODIGODH) (Oaxaca, Oax.), Comité de Derechos Humanos "Fr. Pedro Lorenzo de la Nada", A.C. (CDH FRAY PEDRO) (Ocosingo, Chis.), Comité de Derechos Humanos "Sierra Norte de Veracruz", A.C. (CDH SIERRA NORTE HUAYA) (Huayacocotla, Ver.), Comité de Derechos Humanos Ajusco (CDH AJUSCO) (CDMX), Comité de Derechos Humanos de Colima, No Gubernamental, A.C. (CDH Colima) (Colima, Col.), Comité de Derechos Humanos de Comalcalco, A.C. (CODEHUCO) (Comalcalco, Tab.), Comité de Derechos Humanos de Tabasco, A.C. (CODEHUTAB) (Villahermosa, Tab.), Comité de Derechos Humanos y Orientación Miguel Hidalgo A.C. (CODHOMHAC) (Dolores Hidalgo, Gto.), Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos "Hasta Encontrarlos" (CDMX), Comité Sergio Méndez Arceo Pro Derechos Humanos de Tulancingo, Hgo., A.C. (COSEMA) (Tulancingo, Hgo.), Consultoría Técnica Comunitaria A.C. (CONTEC) (Chihuahua, Chih.), El Caracol, A.C. (CDMX), Estancia del Migrante González y Martínez A. C. (EMGM) (Tequisquiapan, Qro.), Frente Cívico Sinaloense (FCS) (Culiacán, Sin.), Fundación para la Justicia y el Estado Democrático de Derecho (FJEDD) (CDMX), Indignación, Promoción y Defensa de los Derechos Humanos, A.C. (INDIGNACIÓN) (Mérida, Yuc.), Instituto de

DDHHIgnacio Ellacuría S.J. (IDH IGNACIO ELLACURÍA) (San Andrés Cholula, Pue.), Instituto Mexicano de Derechos Humanos y Democracia, A.C. (IMDHD) (CDMX), Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario, A.C. (IMDEC) (Guadalajara, Jalisco), Justicia, Derechos Humanos y Género, A.C. (CDMX), La 72, Hogar-Refugio para Personas Migrantes (Tenosique, Tab.), Mujeres Indígenas por la Conservación, Investigación y Aprovechamiento de los Recursos Naturales CIARENA, A.C. (CIARENA) (Oaxaca, Oax.), Promoción y Defensa de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales, A.C. (PRODESCAC) (Edo. Mex.), Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales, A.C. (PRODESC) (CDMX), Proyecto sobre Organización, Desarrollo, Educación e Investigación (PODER) (CDMX), Red Solidaria de Derechos Humanos A.C. (Morelia, Mich.), Respuesta Alternativa A.C. (San Luis Potosí), Servicios de Inclusión Integral, A.C. (SEIINAC) (Pachuca, Hgo.), Tequio Jurídico A.C. (Oaxaca, Oax.), Uno de Siete Migrando A.C. (Chihuahua, Chih.), Voces Mesoamericanas. Acción con Pueblos Migrantes (San Cristóbal de Las Casas, Chis.)

## **Internacional**

FIDH, en el marco del Observatorio para la Protección de los Defensores de Derechos Humanos. Organización Mundial Contra la Tortura (OMCT), en el marco del Observatorio para la Protección de los Defensores de Derechos Humanos.

Red de Sitios de Memoria Latinoamericana y Caribeña-RESLAC (Museo de las memorias dictadura y DDHH, Paraguay. Memoria Abierta, Argentina. Paz y Esperanza, Perú. Museo Internacional para la Democracia, Argentina. Centro Loyola Ayacucho, Perú. Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos CALDH/Casa de la memoria Guatemala. Fundación 1367, Chile. Casa de la Memoria José Domingo Cañas, Chile. Centro de la Memoria Monseñor Gerardi, Guatemala. Memorial para la Concordia en Guatemala).

Taula per Mèxic. Espacio de Adherentes a la Sexta Barcelona. CGT Catalunya. Lumatik Herriak. Médicos del Mundo, Suiza-México. BIZILUR. La Reus. Cultural i Solidaria per la Pau. Grupo Chiapas-Tirol-Austria. CNT-AIT Tarragona. Assemblea de Solidaritat amb Mèxic del País Valencià. Solidaridad directa con Chiapas-Suiza, Comissió d'Ajuda al Refugiat. Transnational Institute,